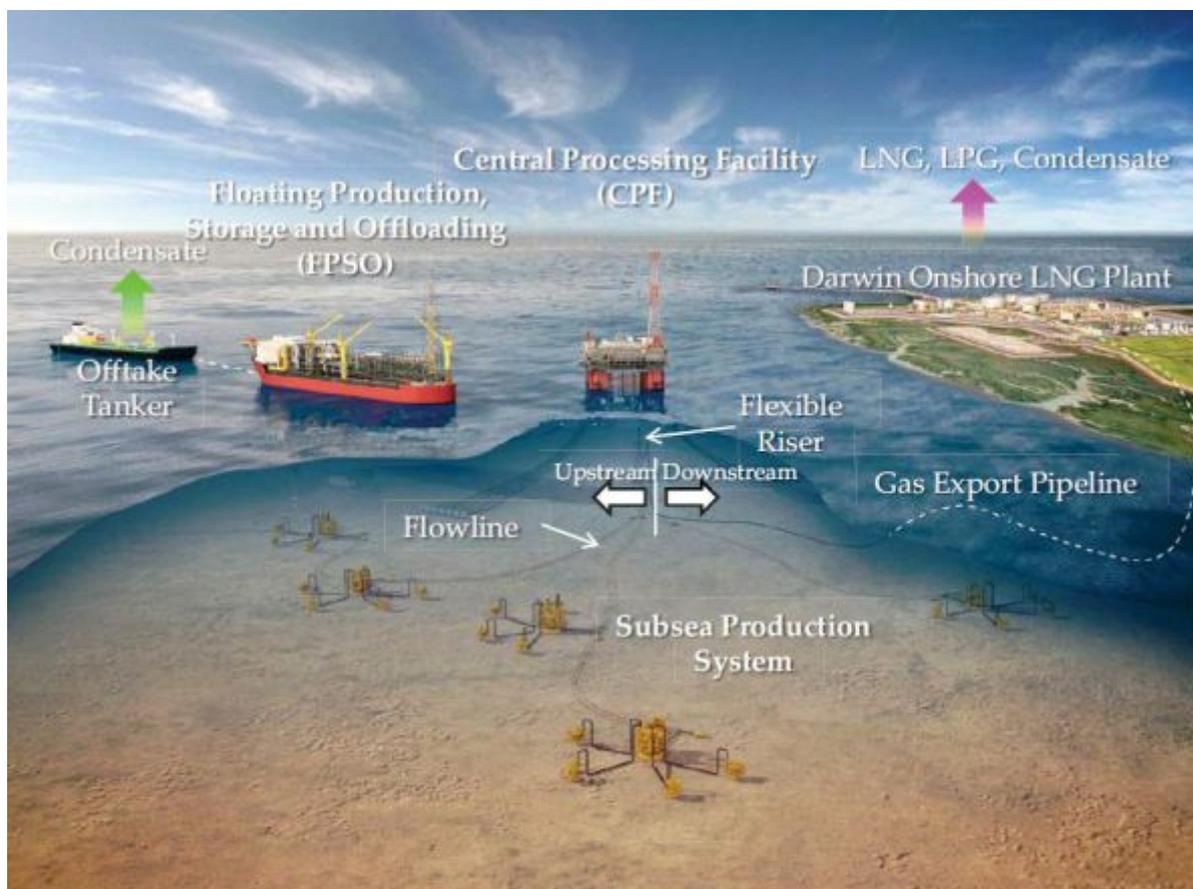


Chroniques des Nosy Kely - 1ère partie : Y a-t-il du gaz dans l'eau et du blé dans le gaz dans l'eau ?

Madagoravox - Lalatiana Pitchboule - 25/11/15



Il n'est pas question ici de débattre de la souveraineté ou non de Madagascar sur les Nosy Kely. Mais dans le brouhaha actuel si opportunément entretenu politiquement par certains qui se présentent comme les nouveaux chantres de la défense des intérêts de Madagascar, il était intéressant de faire le point, à travers une série de chroniques sur les Nosy Kely, quant à la réalité des enjeux et des intérêts de la Grande Ile sur ces fameux territoires.

Une première question s'énonce naturellement : au-delà des études théoriques (TGS Nopec, US geological , ..), les eaux de Juan de Nova « regorgent » elles vraiment de ressources fossiles ?

Il est, à mon avis, fort probable que les potentiels énergétiques de JDN soient avérés. Ils sont difficiles à prouver. Mais ils sont certainement là [1]. Les études semblent corroborer la présence de systèmes géologiques particulièrement favorables à la constitution de prospects exploitables. Et les postures de certains opérateurs prospecteurs sur la zone peuvent étayer cette hypothèse.

Marex est caractéristique de ces opérateurs pétroliers mineurs qui prennent les risques que ne veulent pas prendre les grosses firmes. Ils investissent en exploration sur des zones frontières vierges et espèrent le jackpot en cas de succès : c'est à coup de centaines de millions ou de milliards qu'ils négocieront leurs droits d'exploitation auprès de majors qui auront, elles, économisé la prise de risque (Total s'était ainsi montré prêt à racheter 20% des droits d'un opérateur sur les énormes champs gaziers offshore nouvellement découverts au large du Mozambique pour un montant de 2,6 milliards\$). Robert Bertagne, patron fondateur de Marex Pétroleum est ce vieux briscard de la recherche pétrolière qui a contribué à bâtir l'histoire de la prospection pétrolière malgache dès les années 80. Sa prise de parts sur les permis de Juan de Nova s'est faite sur le dos de ses partenaires originaux (TGS Nopec) à qui il a grillé la politesse lors de leurs renouvellement de permis auprès de l'administration française.

Puis, quand certains ont peu à peu baissé pavillon (Roc Oil, Global Petroleum, ...) lassés peut être par les incertitudes politiques locales, par les tergiversations de l'administration française, ou alors par la faiblesse des perspectives de retour sur investissement, Marex s'est accroché à ses permis français (et malgache) de Juan de Nova avec le plus grand acharnement. C'est bec et ongles qu'il s'est battu pour arracher le renouvellement de ses concessions auprès des administrations française ... Et malgache [2] .

Bertagne n'est-il qu'un escroc à la petite semaine qui ne rêve qu'arnaquer les gros acteurs sur la base de promesses de mirifiques prospects fondés sur des études et des données pipeautées ? N'est-il qu'un opérateur aux abois soucieux d'amortir les 100 millions \$ d'investissements en recherche qu'il s'était engagé à mettre en œuvre avec ses partenaires ? Serait-il l'un de ces vieux messieurs atteints d'un toc obsessionnel sur les richesses supposées de la zone ? Ou tout simplement, Bertagne est-il absolument certain des potentialités du territoire ? C'est probablement armé de cette certitude qu'il tentait, avec son partenaire Sapetro, il y a quelques semaines une opération de levée de fonds de 100 millions\$ pour finaliser les dernières études et lancer un test de forage.

En offshore profond, la complexité et le coût du forage exploratoire met le ticket d'entrée à très haut niveau. Les juniors (Marex, Sapetro, Wessex, ...) qui ont pris date sur le territoire, et s'accrochent à leurs investissements, peut-être de manière désespérée, sur ces prospects, n'iront percer la croûte qu'à coup sûr ... pour espérer gagner la leur (de croûte). Ceci explique peut-être que d'incessantes campagnes d'études sismiques 2D, 3D, acoustiques, chimiques, etc. ... aient été renouvelées et encore renouvelées ... et que les projets de forages exploratoires aient été régulièrement repoussés. Il s'agissait d'obtenir la vision la plus fine possible du premier puits exploratoire à percer «Au vu de la complexité, de la profondeur, et des autres aléas y compris politiques, ... je ne descendrai mon matos que pour un seul tir. Et je veux faire mouche au 1er coup. On a mis 100 patates dans l'affaire, on ne va pas se louper !!! » ...

Une deuxième question s'énonce dès lors : quelles sont les perspectives économiques et industrielles quant à ces richesses supposées ?

Ici, imaginer et laisser dire que, à court terme ou à moyen terme, le pétrole ou le gaz de Juan de Nova résoudront les problèmes de pauvreté de Madagascar relève, à mon avis, d'une vision insupportablement irénique. On est dans la pure pensée magique, là !!! Les projets pétroliers, qui plus est dans le domaine de l'offshore et de l'offshore profond, sont des projets industriels qui se vivent dans le temps long sur des projections de 15 à 20 ans. Va-t-on attendre 20 ans pour espérer une illusoire et dangereuse rente pétrolière avant de prendre en charge le développement d'un pays à la démographie et à pauvreté galopante ?

De quoi s'agit-il ? Dans les logiques de restitution à Madagascar de sa souveraineté pleine et entière sur les Nosy Kely, et en supposant que les autorités malagasy soient capables de sécuriser les zones maritimes désormais sous leur juridiction, il s'agit d'exploiter de potentielles poches de gaz ou de pétrole [3]qu'il faudrait aller forer en offshore jusqu'à 3800 mètres sous la roche, elle-même sous des colonnes d'eau qui pourraient être elle-même de 3200m de hauteur !!! . On est ici confronté à des environnements à très haute technicité, extrêmement risqués et extrêmement coûteux à mettre en œuvre.

L'offshore profond exige donc des investissements particulièrement lourds, et des coûts d'exploitation particulièrement importants avec des installations high-tech, des centaines de kilomètres de flowlines posés au fond de l'océan, avec des logiques de maintenance sophistiquée d'installations sous-marines et de puits servies par des norias de bateaux, de robots etc. ... Et ces investissements ne sont absolument pas envisageables avec un cours du baril de pétrole à 45\$ (25/11/15). Le baril à 100\$ a fait flamber l'offshore profond et les pétroles non conventionnels. Le baril à 50\$ a fait chuter l'investissement en prospection exploration et en particulier dans le domaine des non conventionnels. Faut pas rêver. Il est probable que, sauf conflagration géopolitique majeure, le baril s'installe durablement en dessous de 80\$.

D'aucuns diront que les logiques pétrolières sont des logiques de long terme et que les cours d'aujourd'hui du pétrole ne peuvent pas fixer les politiques industrielles de demain.

A contrario, au printemps 2012 TOTAL lançait une OPA amicale sur l'ensemble des actions de la société Wessex, titulaire du permis d'exploration Juan de Nova EST. Dans ce rachat, Total récupérait 75% des droits d'exploitation sur un permis de 9000km². Cette OPA a été sèchement abandonnée par Total en Avril 2012. Ce revirement, était-il dû à un problème de négociation ? « Bon, sont bien mignons chez Wessex, mais demander plus de 10 pences de l'action, faut pas exagérer » ? Ou bien corollaire de la négociation, une réévaluation des potentiels et des coûts a-t-elle remis en question l'intérêt du projet ? « euh ...1400 à 3700 m de forages sous des hauteurs d'eau de 2000m, c'est un peu risqué comme investissement ... »[4]

De la même manière, l'abandon du projet Bemolanga par Total, qui avait acheté cash 100 millions \$ son droit d'exploitation payé à M/OIL avec la bénédiction du gouvernement Ravalomanana, relevait probablement d'un refus des consortiums bancaires de s'engager dans un projet dont les couts avaient été mal envisagés. La réalité

des coûts environnementaux une fois effectivement évaluée, le projet Bemolanga n'a plus eu, semble-t-il, le soutien des financiers. Dont acte... Un banquier ne se préoccupe pas de politique, ni de sentiments. Un banquier ne met pas un fifrelin dans un projet s'il n'est pas assuré de son retour sur investissements. Et la grande finance Internationale est passablement échaudée des grands projets malgaches, au regard des retours d'expériences médiocres d'Ambatovy ou de QMM.

Il faut arrêter rêver de revenus mirifiques et faciles tirés du pétrole de nos Nosy Kely. Et on pensera alors à des alternatives plus sérieuses et moins toxiques en termes de développement.

Patrick Rakotomalala (Lalotiana PitchBoule)

[1] il faut arrêter de raconter partout que Segolène Royal a désormais autorisé le forage sur les Nosy Kely en laissant entendre que le pillage des richesses du sous sol malgache a commencé. Ces autorisations de forage EXPLORATOIRE étaient déjà fixées dès le permis initial en 2008. Elles étaient par ailleurs émises par l'OMNIS en 2007 sur le permis Belo Profond.

[2] on l'oublie trop vite, il y a un permis d'exploration malgache délivré par l'OMNIS malgache sur Juan de Nova : le permis Belo Profond qui jouxte très exactement le permis Juan de Nova profond en zone « française »

[3] Certains de greenpeace me soutiennent qu'il s'agit d'enjeux ni de gaz ni de pétrole, mais d'hydrates de méthane dont l'exploitation n'est pas encore maîtrisée

[4] Ou bien, la raison de ce revirement était elle diplomatique-politique ? « Holala, si jamais on voit arriver le nom de Total sur un territoire controversé par les malgaches juste après un coup d'Etat, ça va faire désordre ... » ... Mais là n'est pas la question.

Source : <https://madagoravox.wordpress.com/2015/11/25/chroniques-des-nosy-kely-1ere-chronique-y-a-t-il-du-gaz-dans-leau-et-du-ble-dans-le-gaz-dans-leau/>